

# Capture d'état: Des règles du jeu sur mesure

- 
1. Pouvoir législatif sous influence (Lobbying)
  2. Tribunaux d'arbitrage: les MNC contre les Etats ISDS

# Lobbying et capture d'état

Face à des services publics appauvris par des années de privatisation et d'austérité, les législateurs et la haute administration n'ont souvent plus les moyens « faire leur travail ». **Les lobbyistes se substituent aux ressources manquantes et introduisent la culture du privé:**

- L'offre de « services » aux législateurs et à la haute administration (State Capture A. Hertel-Fernandez 2019) .

1. La provision de « **lois clé en mains** » accompagnés

**2. d'argumentaires basés sur une expertise « scientifique »**

Ex: loi anti-syndicale (right-to-work), multiples lois pour résister à la mise en œuvre de ACA, Electricity freedom Act (contre les énergies renouvelables).

- Développement et entretien d'une **culture commune** au travers

1. de la **formation** académique et les **réseaux** des écoles d'élite;

2. du **Pantouflage** entre secteur privé (y compris cabinet de conseil Mc Kinsey) et haute administration;

3. **de la socialisation/networking** législateurs, haute administration, experts du privé, chefs d'entreprise et de banquiers se rencontrent aux frais des groupes d'intérêt.

Ex: « evidence-based decision » (fondées sur des preuves scientifiques) s'impose au dépend du principe de précaution.

Le lobbying s'accompagne d'efforts pour **protéger les décideurs** et rendre **difficile la reddition des comptes**

- **Opacité des négociations** exemple en Europe: régulation financière post 2008 (avec 50% experts très liés à Goldman Sachs, Lehman Brother) ou traitées de libre échange TCE, NAFTA, CETA, MERCOSUR. Pas de publicité *pendant les négociations*, **complexité des textes** finalement rendus public.
- La réalisation de **campagnes grand public** dans les médias centrales (sous contrôle) pour soutenir ces lois.
- L'organisation/financement de **mouvement « grass root »** pour donner l'illusion d'un soutien de la société civile.

## Exemple: Règlement des Différents Investissement-Etat (ISDS)

---

- Une **institution judiciaire supra nationale** qui a autorité dans le règlement des différends entre MNC et états: **objectif affiché protéger les investisseurs.**
- La quasi-totalité des accords internationaux de libre-échange inclut une clause qui donne l'autorité à **une justice privée (3 arbitres) de régler les différends entre investisseurs et états signataires.**

# Quelques caractéristiques des ISDS

- Seuls les investisseurs sont plaignants. Les **Etats et les citoyens ne peuvent pas initier de plainte!**
- Les juges sont des arbitres de grands cabinet d'avocats privés qui travaillent **pour le profit**. Ils ne sont **responsable devant personne**. Leurs conflits d'intérêt sont invérifiables. **Pas d'indépendance de la justice.**
- Les Etats sont engagés même après avoir quitté: **cause du zombie du TCE**
- Les investisseurs peuvent exiger compensation pour **l'expropriation indirecte** c'est-à-dire **réduction des profits espérés futurs.**
- Les Etats ne peuvent **jamais gagner** juste limiter les pertes. Celui qui refuse de payer peut avoir ces **avoirs saisis et fait face à un coût politique et commercial (boycott exclusion).**

# Effets des ISDS

- Les traités de libre échange ont de fait donné aux MNC un **droit à un environnement réglementaire stable** indépendamment des nouvelles connaissances et des choix démocratiques des états et de leur population.

L'environnement réglementaire c'est:

- lois sociales ex: salaire minimum, droits syndicaux etc...(Egypt- Suez 2012)
- lois sanitaires ex: régulation sur la vente de cigarettes(Uruguay-Philip Morris 2010)
- Lois environnementales ex standard de protection des eaux (Hambourg Wattenfall 2009) ou **mesures de transition énergétique** (Pays Bas Uniper 2019).

- **La souveraineté des états est bridée** par les MNC qui menacent au travers les ISDS les états avec des demandes

**compensation prohibitives.** Les états doivent renoncer aux mesures de politique de santé publique, sociales ou environnementales (Ex Loi Hulot 2017).

**Compensation dissuasive :** certains états pauvres renoncent aux reformes sociales ou de l'environnementales. Les procédures d'arbitrage à elles seules s'élèvent à des dizaines de millions \$.

⇒ **Le risque des investissements privés est porté par les contribuables des Etats nations** – les profit restent aux MNC.

Dans le meilleur des cas pour les Etats, les procédures arrivent à retarder les reformes (6 ans en Uruguay)

# Les ISDS comme résultat de corruption

- La décision publique de signer ces traités favorise les MNC au détriment des intérêts des Etats et de leur population que les représentants politiques ont pour devoir de protéger. Les **décideurs étatiques ont été capturés.**
- Cette justice privée supra étatique représente **une faveur indue aux yeux de l'égalité des droits.** Rien ne justifie que le MNC soient traitées différemment (mieux) que les entreprises nationales dans un état de droit.
- Les traités sont  **négociés dans l'opacité et signé sans le consentement éclairé** des populations tout en ayant des **conséquences fondamentales** pour le bien être et le droit des peuples à leur auto détermination.